

# Dictatorships Are Provoking Wars (Read on Page 7)

22e Année — No 51

SAMEDI, 19 DECEMBRE 1936 — MONTREAL — SATURDAY, DECEMBER 19, 1936

5 CENTS LE NUMERO

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Lancaster 5361

## Les tribunaux de l'avenir

Le juge Hackenburg, de New-York, prédit qu'ils étudieront les causes de la criminalité au lieu de se contenter, comme aujourd'hui, de la punir en vertu de lois caduques.

Causant, l'autre jour, à une réunion organisée sous les auspices du "Trade Union Institute", le juge Frederick L. Hackenburg laissa entrevoir que les tribunaux de l'avenir s'occuperaient un peu moins du bien dérobé et un peu plus des motifs du larcin. Nous avons nous-mêmes, à plusieurs reprises, dans les colonnes mêmes de ce journal, exprimé des sentiments analogues en commentant l'administration juridique des nations contemporaines et ce n'est pas une mince satisfaction que de constater, aujourd'hui, qu'un autre juriste éminent, après notre unique "bon juge" Stubbs, se rallie à notre manière de voir quant à la façon, parfois grotesque et cruelle, avec laquelle notre justice officielle traite les criminels de notre société démocratique.

Le juge Hackenburg est d'avis qu'au moins 90 pour cent des cas de criminalité constatés autour de lui peuvent plutôt être attribuables aux conditions économiques du pays qu'à l'instinct du crime chez les inculpés. Et par extension, il en arrivera peut-être à formuler qu'en l'état actuel des choses l'administration judiciaire prend quelque peu la forme d'une vengeance officielle exercée pour la préservation des privilèges démodés d'une caste sociale qui n'a plus sa raison d'être.

Mais écoutons le savant juge américain:

"Le vieux dicton, selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, peut parfaitement s'appliquer aux problèmes de la criminalité moderne. Nous en arrivons à nous rendre compte que nos lois, bien qu'adéquates il y a deux cents ans, sont tout ce qu'il y a de plus démodé à notre époque de "crime organisé". Mais la majorité des causes soumises à nos tribunaux d'aujourd'hui ne sont pas la résultante de ce crime organisé: elles sont plutôt l'aboutissement de conditions économiques.

"On perd beaucoup trop de temps à discuter quant à la différence qu'il peut bien y avoir entre un vol de peu d'importance et un vol de grande envergure, entre une contravention, un délit ou un crime. La valeur de l'objet volé n'est vraiment que de peu d'importance en regard du vol lui-même et de l'ensemble des circonstances qui l'ont produit. Je crois que les générations à venir examineront notre système pénal actuel avec autant de dégoût que nous-mêmes quand nous faisons un retour de trois cents ans en arrière et envisageons le système de ce temps-là, alors qu'un homme pouvait être condamné à mort pour un vol n'impliquant qu'une somme d'argent dérisoire."

M. Hackenburg est aussi d'avis que les améliorations apportées au logement des humains et l'élimination des taudis feraient plus en un jour que ne le pourraient les réformateurs en une année pour la prévention de la criminalité parmi les peuples. Il y a, dit-il, quelque chose d'essentiellement fautif dans ses lois par quoi un homme ayant tué cinquante fois ne peut être condamné, alors qu'il est finalement "liquidé", judiciairement parlant, lorsque ce même individu s'avise de frauder le fisc. Quand on mettra plus d'hommes à l'ouvrage, on aura réussi à solutionner en partie le problème de la criminalité.

"Nos tribunaux sont littéralement paralysés par les "précédents" conventionnels", dit-il, "et quand on va à la source de ces précédents, on découvre que le gros d'entre eux remonte à plusieurs centaines d'années. Des situations modernes doivent être traitées par des méthodes modernes. Nous nous sommes constamment tenus "à la page" quant aux choses de la médecine, par exemple, et à bien d'autres égards, mais nos tribunaux sont encore inféodés à une vieille idéologie. En temps et lieu nous nous apercevons que la criminalité est une maladie et que celle-ci comporte une cure, mais une cure plus humanitaire que celle par nous pratiquée aujourd'hui."

Voilà des déclarations qui, dans la bouche d'un magistrat, c'est-à-dire émanant de quelqu'un qui sait de quoi il parle, revêt une importance qu'il est assez difficile de surestimer.

## UNE SEANCE INTERESSANTE AU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

Le Travail organisé international traverse une impasse qui laisse à réfléchir. Une certaine union est en butte, en ce moment, à une critique acerbe de la part d'une union rivale, pour laquelle un certain journal du matin semble prendre fait et cause.

Ces faits ont été révélés et une action a été prise, à la séance du Conseil des Métiers et du Travail, jeudi dernier, à l'hôtel Mont-Royal, sous la présidence de M. Raoul Trépanier. Il s'agit de l'Union des Ouvriers en confection de vêtements pour hommes, qui compte près de 4,000 membres, et qui est aux prises avec l'Union syndicale catholique, au sujet du déplacement de Montréal de la firme S. Rubin, manufacturiers de vêtements, pour aller s'établir à Sherbrooke. On sait que les autorités de cette ville ont fait des propositions à la firme en question pour transporter son établissement à cet endroit, au dé-

triment des ouvriers employés dans l'industrie de la confection de Montréal.

Cette grave affaire a été soulevée par le délégué D. Wolfe, qui impute le blâme à la firme Rubin, qui a accepté les offres de la ville de Sherbrooke dans le seul but de s'exempter de satisfaire aux demandes de conditions de travail des ouvriers de Montréal et aussi pour mieux exploiter le travail des ouvriers qu'elle aura à son emploi à Sherbrooke. Il blâme également les autorités de la ville de Sherbrooke d'accorder des concessions irraisonnables, afin d'attirer cette firme à aller planter ses pépites à cet endroit.

Le délégué A. Duquette s'est élevé fortement contre la conduite des syndicats catholiques dans cette affaire. Il réclame le droit de protection du Conseil des Métiers et du Travail pour l'Amalgamated Clothing Workers' Union, et dit qu'il est temps que celui-ci se saisisse de la ques-

ACTUALITES.

## Réflexions post-électorales

La fraction de la population métropolitaine votante non encore assez dégoûtée des gens et des choses pour rester chez soi le jour du scrutin, a fait son devoir civique mardi dernier, mais avec une nonchalance et un minimum d'entrain qui n'ajoutent guère à la gloire électorale de nos élus municipaux.

Quels que soient les motifs en cause, il n'en demeure pas moins établi que moins de 45 pour cent des électeurs inscrits ont voté pour les 3 candidats à la mairie, ce qui indique un enthousiasme quelque peu problématique de nos citoyens pour le choix de leur premier magistrat municipal. Environ 48.3 pour cent de ce même électoral ont voté pour l'échevinat, ce qui est un peu mieux que pour la mairie, mais ne saurait être non plus donné en exemple comme échantillon de morale civique appliquée.

Nous félicitons cordialement le principal vainqueur de la journée, notre nouveau maire Raynault, et lui souhaitons, en toute sincérité, comme il se doit en pareille occasion, deux années de bonne, honnête et surtout "humaine" administration. Il aura battu de justesse ce vétéran de l'arène électorale qui s'appelle Camillien Houde dont la popularité n'en conserve pas moins, en dépit de tous les avatars possibles et imaginables, un potentiel encore formidable et avec lequel ses adversaires politiques devront compter tôt ou tard.

Mais que faut-il penser, en tout ceci, de notre camarade et ami Candide Rochefort, arrivant mauvais troisième dans cette course aux honneurs mairesques et, qui pis est, perdant malheureusement son dépôt? Bien des choses, sans doute, mais une, entre autres: c'est que le jour du vote un grand nombre de votants ouvriers ont appuyé leurs adversaires économiques en ne votant pas pour leur camarade Rochefort. Ils ont, trop peu conscients de leurs intérêts, persisté dans cette stupide politique de suicide économique qui consiste à voter pour un groupe dont les intérêts sont diamétralement opposés aux leurs. En ignorant leur camarade le jour du scrutin, des milliers de nos soi-disant bons ouvriers montréalais ont honoré de leur suffrage des candidats voués exclusivement aux intérêts patronaux quand ce n'était pas à des patrons eux-mêmes, à des "commanditaires électoraux" dont la puissance, hélas, décide en dernier ressort du mode des gouvernements démocratiques et de leur idéologie administrative. Et ces bons, ces excellents ouvriers seront les premiers, demain, à se plaindre que tout va mal et que leurs représentants au pouvoir s'offrent leur tête avec une nonchalance chronique et contagieuse. Ils l'auront voulu. Tant pis pour eux.

Nous parlons, bien entendu, des ouvriers qui ont voté, car un grand nombre ont dû s'abstenir puisque moins de la moitié des votants inscrits est allée voir de quelle couleur était le bulletin de vote. Nous n'avons, en somme, d'une manière générale, que les gouvernants que nous méritons puisque c'est nous qui les élisons. Si nous voulons être gouvernés autrement, votons autrement, mieux et plus.

Tout est là.

tion. Il regrette qu'un certain journal ait publié un communiqué, en ce qui concerne l'Amalgamated, qui est absolument faux. Nous, les ouvriers de la confection, protestons énergiquement contre les déclarations d'un prétendu représentant des syndicats catholiques, parues dans ce journal, le 16 décembre courant, allant à dire que les membres de l'Union de la confection professaient des principes communistes.

Finalement, il est résolu à l'unanimité, que le Conseil proteste contre l'action de la cité de Sherbrooke, de faire des démarches pour amener la firme S. Rubin, de Montréal, à aller s'établir dans ses murs; qu'un télégramme soit envoyé à l'honorable W. Tremblay, ministre du Travail, et à l'honorable premier ministre Maurice Duplessis, leur signifiant la décision de ce Conseil en la matière; de plus, qu'un comité soit nommé pour soumettre au comité d'étude et d'enquête sur la loi concernant l'extension des conventions collectives de travail toutes les plaintes qu'on aura à formuler à cet effet. Ce comité se compose de MM. Raoul Trépanier, président du Conseil, David Wolfe, Alphéus Mathieu, A. Fournier et L. Thibault.

Dans son rapport, l'exécutif recommande que le Conseil accorde son ferme appui à la nouvelle Union internationale des Débardeurs, local 373, avec l'espérance que la Fédération des Armateurs du port de Montréal reconnaisse les justes demandes de cette union, lors de la négociation d'un contrat de travail futur. Le délégué Trolas apprend aux délégués qu'il arrivait de New-York et qu'il avait obtenu tout l'appui nécessaire de l'Union internationale à ce sujet. Le délégué Schubert suggère que le ministre du Travail devrait être approché à ce sujet.

Pour faire suite à la demande du Conseil de district des Peintres, le secrétaire

écrivira à la Commission des tramways, demandant que le service soit amélioré, au moins aux heures des travailleurs; de plus, que les conducteurs soient instruits de mentionner le nom des rues, afin que les voyageurs ne soient pas obligés de descendre du tramway trois ou quatre rues plus loin que leur destination.

A la demande des Charpentiers, local 1360, le Conseil avisera le ministre de la Marine que le pont de la Côte Saint-Paul, sur le canal Lachine, reste ouvert trop longtemps et que cela cause une perte de temps notable aux ouvriers qui attendent pour le traverser.

En ce qui concerne la suppression des rapports annuels de la Législature, le premier ministre, l'hon. M. Duplessis, déclare, dans une lettre au Conseil, qu'il accordera toute son attention à la question.

Une vive protestation a été soulevée par le délégué Jos. Renaud, de l'Union des Peintres, contre la décision de la Commission scolaire catholique, de ne pas permettre l'enseignement de l'anglais avant la septième année. La Commission n'est pas justifiable de passer un tel règlement. Copie de cette protestation sera transmise à la Commission scolaire et au surintendant de l'Instruction publique.

M. A.-A. Heaps, député travailliste de Winnipeg, à Ottawa, de passage à Montréal, a rendu visite à ses amis du Conseil des Métiers et du Travail et fut invité par le président Trépanier à adresser la parole. Il borna ses remarques à la pension de vieillesse et au problème du chômage qui devient déconcertant. Il se prononça carrément contre toute participation du Canada à toute guerre hors du pays.

The Union Label and the Labor Union are the pioneers of higher wages and shorter hours.

# Ce qui se passe dans nos unions

Par BEN. DROLET.

## L'UNION DES PRESSIERS, LOCAL 52, ELIT UN NOUVEAU PRESIDENT

La dernière séance de l'année de l'Union des Pressiers et Assistants, local 52, eut lieu vendredi, le 11 courant, aux quartiers généraux des métiers de l'imprimerie, 7, rue Craig Est, sous la présidence de M. J.-A. Chartier.

L'union procéda à la nomination des officiers pour le terme 1937. M. Emile Fagnant, directeur des presses de l'Imprimerie Mercantile et du *Monde Ouvrier*, a été élu président par acclamation. Les autres officiers élus sont MM. Georges Brunelle, secrétaire-correspondant et S. Bourgeois, pressier de platine, à l'exécutif. Les charges contestées sont à la vice-présidence: N. Ouimet et H. Comte; sergent d'armes: Art. Goodkin et F. Shinnick; comité exécutif: Alf. Quéry, N. Ouimet, Alfred Marcil, pressier de cylindres, A. Poirier, A. Sanscartier, H. Comte, fileurs de cylindres, et Charles Newey.

Délégués au Conseil des Métiers et du Travail: G.-R. Brunet, Emile Fagnant, N. Ouimet, R. Desjardins, J.-A. Chartier et Fred Shinnick.

Délégués au Conseil des Métiers alliés de l'Imprimerie: R. Desjardins, R. Lamoureux, Alf. Quéry et Charles Newey.

Comité permanent d'amusements: Alf. Charette, C.-P. Bélaïr, R. Langlois, Armand Poirier, Art. Goodkin, Solly Gordon et Charles.

Le comité de la soirée d'amateurs, qui a été organisée dans le but de créer des fonds pour l'érection d'un arbre de Noël pour les enfants des membres, dont la fête aura lieu le 27 décembre, dans l'après-midi, rapporte que la soirée d'amateurs fut un succès artistique et financier sans précédent.

Le rapport des délégués au Conseil des Métiers et du Travail et au Conseil des Métiers alliés de l'Imprimerie furent des plus intéressants.

Le travail de recrutement à l'Union des Pressiers se poursuit avec une intensité remarquable. Un grand nombre de nouvelles recrues y adhèrent à chacune des assemblées. La prochaine assemblée aura lieu le 8 janvier 1937, à laquelle il sera procédé à l'élection et à l'installation de nouveaux officiers. Une fête amicale suivra cet événement, auquel des rafraîchissements seront servis. Des dirigeants du mouvement ouvrier international seront invités pour la circonstance.

## AVIS DU MINISTRE DU TRAVAIL

A l'approche des fêtes, le ministère du Travail tient, comme par le passé, à rappeler au public les dispositions de l'article 16 de la Loi des établissements commerciaux en ce qui touche la durée du travail des employés de magasins.

Voici le texte de cet article: "16. Sauf dans les cas mentionnés à l'article 17 et pendant les deux semaines qui précèdent le Jour de l'An, aucun garçon au-dessous de dix-huit ans, aucune fille ou femme ne peut travailler plus de soixante heures par semaine, dans un établissement commercial d'une cité ou d'une ville de plus de dix mille âmes.

"Ces heures de travail devront être distribuées entre sept heures du matin et onze heures du soir.

"La veille de Noël, la veille du Jour de l'An, et la veille du dimanche de Pâques, la journée de travail ne devra pas se prolonger après dix heures du soir."

Conséquemment, les 24 et 31 décembre, les employés de magasins de sexe féminin ainsi que les garçons de moins de 18 ans, travaillant dans les établissements commerciaux, doivent être mis en congé à 10 heures du soir.

L'honorable ministre du Travail a donné instructions au Service d'Inspection du Travail de surveiller les établissements commerciaux et de prendre des procédures contre ceux qui violent la loi; les violeurs de l'article 16 s'exposent aux pénalités prescrites par l'article 28 de la Loi, dont voici le texte:

"28. Quiconque tient un établissement industriel ou commercial contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements, est passible d'une amende de pas moins de dix dollars et n'excédant pas deux cents dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas douze mois à défaut de paiement de l'amende et des frais."

Les ouvrières sont donc priées de prêter leur concours pour la mise en vigueur intégrale de la loi qui les protège.

## ELECTION DES OFFICIERS DU CONSEIL DES TROIS-RIVIERES

*Le Monde Ouvrier* se joint aux ouvriers de la ville des Trois-Rivières pour les féliciter du succès qu'ils obtiennent dans l'organisation ouvrière.

Le Conseil des Métiers et du Travail, qui est composé maintenant de douze unions importantes, a procédé à l'élection de ses officiers pour le terme 1937. Le résultat est le suivant: Président, L.-P. Lacroix, du local 163 des Ouvriers de la pulpe et du sulfite; vice-présidents, J.-B. Arsenault et J.-T. Joly; secrétaire-correspondant, Emile Lajoie, représentant du *Monde Ouvrier* aux Trois-Rivières; secrétaire-archiviste, Emile Simard; secrétaire-financier, Alphonse Morrissette; trésorier, M. Masterson; statisticien et publiciste, Lucien Bergeron, des typographes; vérificateurs: Jeffrey Genest, Eugène Matton et M. Chagnon; agent d'affaires, Victor Vallée. La séance était présidée par M. J.-A. D'Aoust, 5e vice-président général de la Fraternité internationale des Travailleurs en papier.

La résolution suivante fut adoptée: "Que le Conseil offre ses remerciements au public et aux marchands des Trois-Rivières, lesquels ont bien voulu coopérer pour le succès obtenu durant l'année 1936." L'installation officielle des nouveaux officiers aura lieu à la première séance du Conseil, en janvier 1937.

## CHEZ LES DEBARDEURS DE MONTREAL

Un grand nombre de nouveaux membres furent initiés, à l'assemblée de l'Union internationale des Débardeurs, local 373, lundi soir, aux quartiers généraux, 406, rue du Champ de Mars, où près de 1,000 membres étaient présents.

M. A. Bastien, organisateur, fit prêter le serment de fidélité et d'allégeance à la Fédération Américaine du Travail aux nouveaux adeptes.

La séance était sous la présidence de M. Karl Trotsas, assisté du vice-président A. Gravel. On s'est fortement intéressé à la discussion autour de la question du fameux contrat qui est censé être renouvelé automatiquement, entre le Fédération des Armateurs et la soi-disant union nationale indépendante qui, pratiquement, selon les révélations faites, ne serait plus en existence puisque ses membres se sont ralliés au mouvement international.

M. Karl Trotsas, président, et M. A. Bastien, organisateur, sont partis immédiatement après l'assemblée pour New-York, où ils sont allés à l'invitation du président général J.-P. Ryan, pour une conférence du Conseil du district de l'Atlantique de l'Union internationale. Ce conseil comprend les ports maritimes de Halifax à Baltimore. On sait que, actuellement, il

existe un blocus complet le long de la côte du Pacifique, par la grève générale des débardeurs. A Vancouver, les débardeurs ont déclenché une grève de sympathie, de sorte que, du Canada au Mexique, la solidarité ouvrière est complète. Les débardeurs de Vancouver s'efforcent comme ceux de Montréal d'adhérer à la Fédération Américaine. A leur retour, les délégués comptent avoir beaucoup de nouveau à apporter aux débardeurs de Montréal, au sujet des négociations futures qui seront tentées avec la Fédération des Armateurs.

Les services de la firme Rodier et Rodier ont été retenus en qualité de conseil juridique, par le local 373. Le chroniqueur ouvrier du *Monde Ouvrier*, Ben. Drolet, invité par les officiers à aller expliquer à l'union les conditions d'un abonnement au journal en question, fit refléter toute la valeur du seul organe officiel et bilingue des ouvriers organisés internationaux de cette province, lequel pourrait être d'une grande utilité dans l'avenir pour les débardeurs. L'exécutif a été chargé de s'occuper de la proposition raisonnable de la direction du journal.

M. A. Bastien annonce, au milieu des applaudissements, que les ouvriers employés aux éleveurs à grains, ainsi que ceux qui desservent les petites lignes, sont maintenant organisés dans le giron de l'union internationale. On réclame que ces factions seront un appui moral à l'Union des Débardeurs de Montréal.

Depuis le 1er décembre, le prix d'initiation a été fixé à \$5.00. Pour tout renseignement, les intéressés doivent s'adresser au secrétaire Shanron, 406, rue du Champ de Mars, de 9 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

## Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons, et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions internationales affiliées à la Fédération Américaine du Travail.

Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.

Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.

## Les employés de tavernes et le pourboire

Le nombre des adhérents à l'Union internationale des Employés de tavernes et de restaurants, local 200, est de plus en plus grand. Encore 25 nouvelles recrues furent initiées, à l'assemblée régulière du local, dimanche dernier.

La séance était sous la présidence de M. Nelson Fortier, assisté de tous les officiers. Les orateurs pour la circonstance furent MM. Hugh Corrigan, de l'Union des Chaudronniers, local 134, et membre de l'exécutif du Conseil des Métiers et du Travail, J.-J. McDevitt, organisateur. Le premier orateur, M. Corrigan, soutint la thèse que, sans organisation, il n'est pas possible pour les ouvriers d'obtenir de leurs employeurs ce dont ils ont besoin pour faire face aux conditions de la vie. Il fit l'historique de l'organisation des employés de chemins de fer, des difficultés qu'ils ont eues pour réussir à former une organisation de tous les métiers et dit qu'aujourd'hui c'est une des plus fortes organisations du pays. Il conseille aux employés de tavernes de ne pas se laisser tromper ou influencer par ceux qui disent que l'union n'est pas possible. Aidez vos officiers, conclut-il, pour obtenir du succès.

D'après les statistiques qu'il possède, M. J.-J. McDevitt soutint que les ouvriers de l'industrie hôtelière de l'Est du pays reçoivent pour leur travail un salaire moindre que ceux des autres provinces. Pour-

quoi? Parce que ces derniers n'ont pas craint de joindre l'union ouvrière qui les protège. On accuse les ouvriers de communistes, dit-il. Qui est en est la cause, si ce n'est les mauvaises conditions qui existent. Les ouvriers se doivent de cesser de vivre dans des conditions désavantageuses.

Parlant du pourboire, l'orateur déclare que c'est une mesure contre le salaire raisonnable. Celui qui sert le client ne doit pas s'attendre à avoir un pourboire. Il se doit de l'exiger de son patron pour le travail qu'il accomplit durant des heures raisonnables.

Un comité de recherches a été constitué, dont le travail consistera à faire des investigations sur les mauvaises conditions qui existent présentement dans les hôtels, tavernes et restaurants. Ce comité se compose de MM. Georges Weber, Léon Shorlick, M. Costellino, Ovila Samson, Bill Lépine, M. Gernens, R. Mongeau, Alfred Gagnon, M. Chaussé et R. St-Jean. MM. Nelson Fortier, président, Morris Myer, secrétaire, et J.-J. McDevitt, organisateur, seront les délégués de l'union qui accompagneront la délégation des unions internationales à Québec, en janvier prochain.

Les assemblées, à l'avenir, commenceront à 2 heures et demie précises. La prochaine aura lieu dimanche, le 27 décembre, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est.

## LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.** — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel, President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis Street; Corresponding-Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

**UNION DES EMPLOYÉS DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790** — Association Amalgamée des Employés de tramways électriques et de Chauffeurs d'autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway, and Motor Coach Employees of America; Quartiers généraux — Headquarters: 1153, rue Saint-Denis, téléphone: Lancaster 2503. Officiers — Officers: Gérard Gagnon, vice-président international; Gérard Gagnon, président; J.-Georges Gagnon, vice-président; J.-A. Philibert Corriveau, secrétaire-financier — financial-secretary; Raoul Trépanier, agent d'affaires — Business agent; Alberto Brodeur, trésorier — treasurer; John Alary, secrétaire-correspondant; Wilfrid Latour, sentinelle. Le local se réunit le deuxième mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

**UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES, Local 249. — BOOT AND SHOE WORKERS' UNION.** — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331 Ste-Catherine est. Président, Henri Belland, 6389, rue St-Laurent; 1er vice-président, Jos. Beauregard, 1598, Beaudry; 2ème vice-président, R. Ménard, 1777 Montcalm; secrétaire-archiviste et correspondant, Noël Gervais, 2112 Wolfe; agent d'affaires et secrétaire financier, C. McKecher, 1331, Ste-Catherine est, téléphone Chériar 6511 (privé C.I. 6123); sentinelle, Arsène Leclair, 2289 Delorimier. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3ème mercredi de chaque mois à 1331 rue Ste-Catherine est à 8 heures du soir. Président, Lionel Thibault, 4820 Cartier; secrétaire, Noël Poirier, 4102 rue Bordeaux.

**CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT COUNCIL OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.** — Président, Esdras Secours; Vice-président, Ferdinand Doucet; Trésorier, Emery Lanthier; Secrétaire, Pierre Lefèvre; Gardien, L.-G. Bélaïr; Agents d'affaires, Edouard Toussaint et Jack Shears.

Les assemblées sont tenues tous les mercredis soir à 8 heures, au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 10. Téléphone: Lancaster 5754.

**LOCAL AFFILIES**  
 U. L. 134, s'assemble tous les lundis soir au Monument National, chambre 15.  
 U. L. 178, s'assemble le 1er et le 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.  
 U. L. 127, s'assemble tous les lundis soir, au Monument National.  
 U. L. 1244, meet the 2nd and 4th Thursday, at Monument National, Room 14.  
 U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4630, rue Notre-Dame Ouest.  
 U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi, à 159, 1ère Avenue, Lachine.  
 U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi, à 1651, rue Létourneux.  
 U. L. des MEMBRES ASSOCIES, s'assemble le 2e et le 4e mardi, au Monument National, chambre 11.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUSIERS D'AMERIQUE, Local 184.** — Président, Ferdinand Doucet, 1009, rue Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508, rue Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182, boulevard Saint-Laurent, Chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6503 Delandière, DO. 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Zénon Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soir de chaque mois au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUSIERS D'AMERIQUE, Local 1558** — Maisonneuve. Assemblée le 1er vendredi du mois au No 1651, rue Létourneux, Temple des Buffalo. Président, J.-A. Chamberland, 1526, rue St-Germain; vice-président, Aram Houli, 4596, rue Lafontaine; secrétaire-archiviste, correspondant et financier, Charles Thibeault, 2611, rue Bourbonnière; trésorier, J.-W. Corbeil, 2144, rue Montsarré; conducteur, Laurent Durand, 5223, rue Papineau; gardien, Emile Laliberté, 1895, rue Chambly; Syndics: Aram Houli, P. Massé, O. Proulx. Délégués au Conseil de District: J.-A. Chamberland et Phillas Massé.

### EN QUELQUES PHRASES

#### Communisme et fascisme

Déclaration de l'archevêque de Westminster, S. Exc. Mgr Hensley, à un groupe d'ouvriers catholiques:

"Vous dites parfois que l'Eglise catholique a condamné le parti communiste sans condamner le parti fasciste. Je tiens à prescrire que le devoir des catholiques est de se tenir scrupuleusement à l'écart de l'un comme de l'autre."

\* \* \*

#### En Espagne

Les rebelles ne parviennent ni à prendre ni même à terrifier Madrid. Les fascistes en sont encore au même point depuis cinq semaines, après avoir déclaré que la date du 7 novembre était fixée pour la prise de Madrid.

\* \* \*

#### Nos vieillards

Il y a encore trop de vieillards qui vivent isolés, abandonnés, malheureux, souvent maltraités et incertains du lendemain, après toute une vie de travail et de sacrifices pour élever leur famille. Est-ce charitable, est-ce juste? Est-ce tolérable dans une société civilisée?

\* \* \*

#### Immigrants

Il appert que 300,000 immigrants ont été admis au Canada, depuis le début de la crise. Si ces immigrants n'avaient pas été admis au pays, celui-ci aurait 300,000 chômeurs de moins à secourir.

**FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Loge Sainte-Marie No 234.** — Assemblées régulières 2e et 4e vendredis de chaque mois dans la salle de l'Assistance Publique, rue Laguchetière Est. Président, Henri Massé, 5054, Fabre; Vice-Président, Lionel Therrien, 1607, Sicard; Secrétaire-Archiviste et Correspondant, C. Miron, 5517, 11e Avenue, Rosemont; Secrétaire-Financier, R. B. Lamarche, 4505, Delorimier, Chambre 7; Secrétaire-Trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; Guides: E. Deniger et O. Côté; Sentinelle, Alf. Berthiaume; Maître de cérémonies, J.-P. Lefebvre, 4594, Garnier; Gardien, Hector Dubuc. Comité local de protection: H. Vallancourt, Président, 2004, Rouen, Tél. FRon-tenac 5590; Secrétaire, Geo. Gauthier, 5468, 12e Avenue, Rosemont, Clairval 1314 C. Miron, 5517, 11e Avenue, Rosemont, Clairval 6220; H.-J. Limoges, 3973, Ste-Catherine Est, AMherst 0471; Jos. Gour, 4539, Delorimier, AMherst 9177; Alfred Gauthier, 2165, Préfontaine, FALKirk 1562; Auditeurs: E. Deniger, 2402 Chapleau; D. Laporte, 2020 Valois; Donat Roy, 4602 rue Cartier.

### ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.

To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Walter Forrest, Vice-President, Charles Arpin; Recording Secretary, A. P. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 405, 405 Craig Street West. Executive: John Moore, Alfred Quéry and J. A. Ricard. Auditors: John Kelly. Telephone: MARquette 7489. E. Petit, A. Langevin. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

### UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455

de Montréal. S'assemble le troisième mardi de chaque mois, au bureau de l'union, 254, Sainte-Catherine Est, chambre 11. Président, Bruno Roy; secrétaire-archiviste, Ernest Audet, 1252, Bleury; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Frank Giroux, 254, Ste-Catherine Est, chambre 11. Heures de bureau: APRES-MIDI 8, mercredi de 2:30 à 4:00, vendredi de 2:30 à 2:45. SOIRS, les mardis et ceux du premier et du dernier de chaque mois, de 7:30 à 8:30. Samedis, le bureau est fermé.

### UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145

Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3860; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, rue Dorion, téléphone: AMherst 7034.

### UNION DES RELIEURS, Local 91

Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 6 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Georges Vallières, 7, rue Craig Est, téléphone: Lancaster 2726.

### THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

**AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS.** Local No. 406 — Telephone: PLateau 5200. Stewart Dunlop, Président; Edward Charrette, Secrétaire. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

### THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 66

Meets 11:30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, Président; F. W. Cooper, Secrétaire. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: Lancaster 2733. P. O. Box 336, Station "B."

### MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262

P. J. Ryan, Président. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1260 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11:30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

### TYPOGRAPHICAL UNION No. 176

Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Thomas Robertson, Président, 3541 Van Horne Avenue; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 405 — 405 Craig Street West. Business hours: 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m. Telephone: MARquette 7489.

### FRATERNITE DES PEINTRES, DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349

Assemblées 2e et 4e lundis au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, J.-E. St-Laurent, 9050, rue Notre-Dame Est; vice-président, N. Martel, 1846, rue Cartier; secrétaire-correspondant, A. Gauthier, 1155, rue Beaudry; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585, boulevard Gouin; trésorier, L.-P. Bolselle, 4651, rue Delorimier; conducteur, Jos. Renaud; gardien, Jules Boulet, 1465, rue Champlain; auditeurs: A. Bolsenu, 4621, rue Colonial, E. Desève, 6631, rue Saint-Dominique, Jos. Chartrand.

### UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL

Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

### LE NOUVEAU CONTRAT DE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES

Les nouvelles dispositions du travail et des salaires qui devront faire partie du prochain contrat collectif de travail de l'industrie de la chaussure de cette province ont été soumises, pour être discutées clause par clause, à l'assemblée du local 249 de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures, vendredi dernier.

Cette séance, qui était une des plus importantes, a été présidée par M. Lionel Thibault, président de l'exécutif de l'union. M. Charles McKecher donna lecture des articles qui composent le contrat et ont été sérieusement commentés. Il est inclus que seuls les ouvriers employés à la fabrication de la chaussure seront partie au contrat. Deux zones seulement constituent le territoire dans lequel le contrat sera exécuté:

La zone No 1 comprend le district de Montréal et sa banlieue. La zone No 2 comprend le district de Québec et le reste de la province.

Les fabricants-entrepreneurs (jobbers) seront considérés comme employés et ils seront assujettis au contrat. Le travail à domicile sera prohibé et aucun travail ne pourra être exécuté par les institutions de réforme. Le minimum de 50 cents de l'heure sera payé dans la zone No 1, et 10 pour cent de moins du prix fixé ci-haut sera accordé pour le travail exécuté dans la zone No 2. Le comité conjoint de l'industrie devra favoriser de préférence le travail à la pièce.

L'article 16 du contrat actuel stipule: "Il est interdit à tout manufacturier, assujettit à la présente convention, de changer périodiquement, du système à la pièce au système horaire, ou vice-versa." Avec le nouveau contrat, cet article sera maintenu. Seulement, on trouve étrange que le comité paritaire ne se soit pas prévalu de cet article de la convention collective pour empêcher la Dufresne & Locke d'établir le système d'efficacité, lequel est tout autre que celui du travail à la pièce.

Ces remarques acerbes ont été débitées contre ceux qui ont à faire observer la loi et qui négligent de la faire. Pour empêcher l'introduction de nouveaux systèmes, il n'y a que la force économique d'une solide organisation de tous les ouvriers intéressés dans l'industrie de la chaussure.

Les salaires devront être payés en monnaie courante et toutes les semaines. On s'objecte à ce que tous les griefs qui pourraient surgir soient référés au comité paritaire. On exige que l'article qui prescrit cette procédure soit biffé du contrat futur, par le fait qu'il est absolument contraire à la constitution de l'union internationale.

Une demande sera présentée au ministre du Travail, que la loi des établissements industriels soit amendée de façon à empêcher les industriels d'établir des systèmes de fabrication arbitraires.

Comme on avait annoncé qu'une assemblée aurait lieu à Maisonneuve, le 18 courant et vu l'impossibilité matérielle de se procurer une salle pour cette date, cette assemblée générale de tous les cordonniers travaillant dans les manufactures de chaussures de Maisonneuve, en particulier, aura lieu mardi, le 22, à la salle des Buffalo, 1451, rue Létourneux.

### LE TRAVAIL REPREND AUX USINES ANGUS

A partir du 4 janvier 1937, les employés des usines Angus de la compagnie du Pacifique Canadien travailleront 40 heures par semaine, sur tout le réseau. Cette bonne nouvelle a été annoncée par M. Henri Vaillancourt, président du comité des usines Angus, au cours de l'assemblée de la loge Sainte-Marie No 234, à laquelle assistaient au delà de 500 membres, venus spécialement pour participer à l'élection des officiers de la loge. Inutile de dire que cette nouvelle a été accueillie par des applaudissements enthousiastes. La séance d'élection était sous la présidence de M. L.-A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique. Assistaient à cet événement MM. Jos. Tremblay, président de la loge 606 de Saint-Henri, et Gaston Vincent, secrétaire de la loge Terminal No 72, de la même organisation.

Quoiqu'il ait eu à lutter contre trois adversaires très sérieux, le président Henri Massé fut déclaré élu après que les scrutateurs eurent compté 257 bulletins en sa faveur. Le bureau de direction sera ainsi constitué, pour le terme 1937: Président, Henri Massé; vice-président, C. Letendre; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, pour le 24e terme; trésorier, A. Bertrand, pour le 16e terme; président du comité de protection des usines Angus: Henri Vaillancourt; vérificateurs: E. Deniger, Donat Roy, Jos. Laporte; comité d'usine pour les passagers: A.-P. Nolet; comité d'usine pour le fret: H.-J. Limoges, C. Miron; délégués au moulin à seie: Jos. Gour et Alfred Gauthier; délégués au Conseil de la Fédération des chemins de fer: H.-J. Limoges, C. Miron, Geo. Gauthier; délégués au Conseil des Métiers et du Travail: L.-A. Beaudry, élu par acclamation, E. Deniger, C. Miron, Jos. Gour, H. Vaillancourt, Georges Gauthier, D. Provost, Jos. Laporte, A.-P. Nolet, R. Delage, H.-J. Limoges et H. Tassé.

L'installation des officiers se fera au cours d'une cérémonie spéciale, le deuxième vendredi de janvier 1937. M. Henri Massé offre ses plus sincères remerciements aux membres pour la confiance qu'ils lui ont témoignée. Il promet de remplir au meilleur de sa capacité les fonctions que la loge lui a confiées.

Un rapport du dernier euchre-danse a été présenté par le secrétaire C. Miron. Plus de 1,000 personnes y assistaient. Les recettes nettes accusent un surplus de plus de \$300, lesquels seront affectés à l'organisation d'un arbre de Noël pour les enfants des membres — d'un an à quatorze ans. Le dépouillement se fera samedi, le 19 décembre, au théâtre Saint-Denis.

### AVIS DE DEMANDE DE DIVORCE

Avis est donné par les présentes que Ruth Jessica Kimpston Shells, Montréal, Québec, épouse de Alexander James Shells, de la dite cité, s'adressera au parlement du Canada, à sa prochaine session, afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son mari, Alexander James Shells, commis, de la dite cité de Montréal, pour cause d'adultère.

Montréal, le 20 novembre 1936.  
 Gordon M. Webster,  
 Procureur de la requérante.  
 47-51

## Le mouvement syndical ouvrier au Canada

(Extraits de l'Annuaire publié par le Ministère du Travail du Canada)

Au Canada l'organisation syndicale ouvrière comprend deux groupements principaux: (1) Les syndicats internationaux recrutant leur effectif au Canada et aux Etats-Unis; (2) les syndicats à effectif exclusivement canadien. Les succursales canadiennes de presque tous les syndicats du premier groupe sont affiliées au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Le deuxième groupe, qui consiste entièrement en syndicats canadiens, relève, suivant l'affiliation, des organisations suivantes: Congrès des Métiers et du Travail du Canada; Congrès pancanadien du Travail; Unions nationales catholiques, affiliées à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

Les principaux types d'organisation ouvrière au Canada sont les syndicats professionnels, comprenant les ouvriers d'un même métier ou un certain nombre de métiers et occupations intimement liés comme, par exemple, les briqueteurs et les maçons; puis les syndicats industriels, qui englobent les divers métiers d'une même industrie, telle que, par exemple, l'exploitation houillère. Plusieurs des syndicats du premier groupe englobent des ouvriers de divers métiers, y compris les aides et les manoeuvres, de sorte qu'on peut les considérer comme étant quasiment des syndicats d'industrie. Il existe aussi un type d'organisation qui groupe en un syndicat unique la main-d'oeuvre de toutes les industries. Ce syndicat est à direction centrale et se subdivise généralement par industries et régions.

### L'effectif des syndicats en 1935.

Les chiffres publiés dans ce rapport, visant l'année civile 1935, indiquent que l'effectif des syndicats, suivant les déclarations faites au ministère, est légèrement inférieur à celui qui avait été déclaré l'année précédente. Cette diminution est due entièrement à ce que la Workers' Unity League, qui avait déclaré un effectif de 24,086 membres en 1934, n'a pas fait de déclaration pour les fins du présent rapport. On a donné comme explication qu'à la suite des pourparlers qui durèrent pendant une bonne partie de l'année 1935, presque tous les membres affiliés à la Ligue avaient été absorbés par les diverses organisations internationales.

La diminution du nombre des membres de toutes catégories se chiffre à 1,070, ce qui porte le total à 280,704. C'est en 1919 que l'effectif a atteint son maximum; il s'établissait alors à 378,047.

D'après les déclarations faites au ministère et les renseignements pris à d'autres sources fiables, le groupe des syndicats professionnels internationaux, qui englobe l'effectif canadien de 81 organisations syndicales, comptait 1,782 sections au Canada, soit une augmentation de 32 et un effectif total de 139,370 membres, soit une augmentation de 5,701. La *Industrial Workers of the World* a déclaré avoir 12 unions locales au Canada, soit une de plus qu'avant, et un total de 4,200 membres, soit une augmentation de 45. Le groupe des organisations centrales canadiennes, au nombre de 23, soit une de moins qu'auparavant, compte 734 sections, avec un effectif total de 80,078 membres. Cela constitue une augmentation de 72 dans le nombre des sections et de 24,592 dans le nombre des membres. Le groupe national catholique se compose de 140 unions, soit une augmentation de 18; d'après la déclaration du secrétaire général de la Fédération des travailleurs catholiques du Canada, l'effectif se chiffre à 38,000, soit une augmentation de 7,654. On a compté 49 associations indépendantes, soit 7 de plus qu'en 1934; leur effectif se chiffrait en tout à 16,859, soit une augmentation de 6,407. Les unions locales affiliées à la Workers' Unity League qui ont fait leur déclaration au ministère étaient au nombre de 11, comparativement à 105, l'année précédente; leur effectif total comptait 2,197 membres, soit une diminution de 21,889.

En compilant ces chiffres l'on voit qu'il y avait au Canada, à la fin de 1935, un total de 2,728 groupements syndicaux (diminution de 12) avec un effectif global avoué de 280,704 membres, soit une diminution de 1,070, comme il a été dit ci-dessus. D'après le recensement, à la date du 1er juin 1935, les ouvriers syndiqués représentaient environ 2.6 pour cent de la population; en ajoutant les 113,915 membres des associations autres que les syndicats, le nombre des salariés organisés au Canada représentait, à la fin de 1935, 3.6 pour cent de la population du pays.

Le tableau qui suit indique le nombre de sections et le membres des diverses catégories d'associations ouvrières au Canada, à la fin de 1935, suivant les déclarations faites ou les renseignements pris à d'autres bonnes sources, de même que le nombre des membres de chaque groupe affilié:

	Nombre de centrales	Sections locales	Effectif
<b>Congrès des Métiers et du Travail du Canada:</b>			
Syndicats professionnels internationaux	60	1,389	114,804
Centrales canadiennes	3	82	3,460
Unions ayant leur propre charte	—	81	7,515
	63	1,552	125,779
<b>Syndicats internationaux indépendants:</b>			
Syndicats d'employés de chemins de fer	5	353	21,377
Autres groupements internationaux, affiliés directement à la Fédération Américaine du Travail, mais pas au Congrès des Métiers et du Travail du Canada			
	16	40	3,189
<i>Industrial Workers of the World</i>	1	12	4,200
	85	1,957	154,545
<b>Congrès pancanadien du Travail:</b>			
Centrales canadiennes	8	359	49,173
Unions ayant leur propre charte	—	53	4,852
	8	412	54,025
Syndicats catholiques nationaux	1	140	38,000
Autres organisations centrales canadiennes	11	170	17,275
Groupements locaux indépendants	—	49	16,859

N. D. L. R. — D'après les chiffres ci-dessus mentionnés, il semble officiellement établi qu'il y a 154,545 membres affiliés tant au Congrès des Métiers et du Travail du Canada, à la Fédération Américaine du Travail et aux "Industrial Workers of the World", contre 54,025 membres faisant partie du Congrès pancanadien du Travail, 38,000 membres attribués aux syndicats catholiques et nationaux, 17,275 aux autres organisations centrales canadiennes et 16,859 à des groupements locaux indépendants.

Il ressort de ce qui précède que le premier groupe de syndiqués, faisant partie de l'internationale ouvrière, occupe une situation prépondérante au Canada et est tout indiqué, par conséquent, pour représenter le Travail du Canada à Genève et dans toutes les commissions et corps représentatifs formés pour l'étude, la solution ou la mise en vigueur de la législation sociale.

**Le favori aux fêtes depuis plus de 100 Ans..**

**Gin 85¢ 1.90 2.65**

**de Kuyper**

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande—Maison fondée en 1695. 182F

### LE COMITE D'ENQUETE SIEGERA A MONTREAL, LES 22-23 DECEMBRE

On nous informe que le comité d'enquête pour réviser la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail siégeait à Québec, mercredi dernier. Le comité est assisté du sous-ministre du Travail, M. Gérard Tremblay, et continuera à siéger jusqu'à la fin de la semaine à Québec; samedi, le 19, il siégera à Trois-Rivières; et les 22 et 23 décembre, à Montréal. Les séances seront publiques et les unions qui auraient des plaintes à formuler, en rapport avec l'application de cette loi seront admises à comparaître et à en faire ressortir les défauts. On s'attend que les chefs d'unions ouvrières et les secrétaires des comités paritaires auront un grand nombre de suggestions à soumettre au comité d'étude, ce qui aurait pour effet d'aider beaucoup le comité dans son travail. Toute discussion sera interdite durant les audiences. Le comité ne considérera les rapports qui lui seront soumis que plus tard, à des séances spéciales, tenues à huis clos. Comme on le sait, la première séance du comité a été tenue, à Montréal, le 7 décembre dernier. Il y a été décidé que tous les intéressés qui ont des plaintes à formuler et qui ne peuvent comparaître devant le comité, pourront les soumettre au secrétaire, Me Marie Beaulieu, No 80, rue Saint-Pierre, Québec. On sait que les représentants des ouvriers sur cette commission d'étude sont M. Pierre Lefèvre, des unions internationales, et M. Alfred Charpentier, des syndicats catholiques et nationaux.

### CONDAMNATIONS POUR VIOLATION DES LOIS

Deux maisons accusées d'avoir enfreint les lois et ordonnances concernant le salaire minimum des femmes, ont comparu devant le tribunal, cette semaine. Ce sont Max Singer, 3679, rue Sainte-Catherine Est, pour avoir négligé de tenir ses livres, tel que l'exige la loi; et le Restaurant Feldman, 1433, boulevard Saint-Laurent, ce dernier pour avoir fait travailler ses employées 66 heures par semaine, pour des salaires dérisoires de \$3 à \$6. Il a été condamné à une amende de \$100 plus les frais ou, à défaut de paiement, à un mois de prison. Dans le cas de Singer, l'accusé ne nie pas l'accusation portée contre lui, mais comme il justifie qu'il n'a qu'une employée et qui touche un salaire de \$12.50 par semaine, Me Lucien Rodier, l'avocat de la poursuite, consent à retirer la plainte, seulement les frais du procès seront payés par l'accusé.

Ces causes ont été prises par la Commission du salaire minimum des femmes, présidée par M. Gustave Francq, lequel entend continuer sa campagne d'épuration contre les réfractaires à la loi du salaire minimum des femmes, et elles ont été instruites devant l'hon. juge Perreault.

Le juge Tétréau a aussi imposé une amende de \$25 et les frais à la firme J.-A. Raymond, Limitée, entrepreneurs en construction, pour avoir transmis de faux rapports au comité paritaire de la construction. Une amende de \$1 et les frais de la cause, ou 8 jours de prison, ont été imposés à J.-A. Lord et A. Villeneuve, pour avoir employé des ouvriers non munis de la carte de compétence, exigée par la loi des conventions collectives.

Téléphone: CRescent 2149

Maison Canadienne-Française

Unionistes — ATTENTION — Union Men



Réparations et pressage de tous genres

2461 Des Carrières

MONTREAL

## Wages and Hours

With the return to stabilization of industries and to prosperity in some circles, the problems of jobs for all and sharing in returning prosperity become insistent. The American Federation of Labor annual report for the year shows that average weekly earnings are 14 per cent below 1929; productivity per hour is 40 per cent higher; that the average work week has increased from 34.7 hours in 1934 to 40; that the hourly rate of wage stopped increasing by the end of 1935, while the cost of living index has increased steadily since 1933. These figures mean that instead of using increases in production to give jobs to more workers, those already employed have been required to work longer hours and that increased purchasing among wage-earners has been due to longer hours instead of increases in wage rates. There results show that employers refuse to learn that producing workers must share in increased productivity by shorter hours and higher wages if there is to be purchasing power to sustain the higher productivity rates of industries. These conclusions are sustained by the November *Federal Reserve Bulletin*:

"Unemployment has declined but is still large. Longer-time reasons of this continuance of unemployment in the face of rapidly expanding output include the growth of population and the progress of technological improvements. In the past two years larger increases in production than in employment have been due in part to increases in the average number of hours worked which have been reflected in expanding payrolls."

The labor movement has no choice but to press insistently for the shorter workday and work week and proportionately higher wage rates. Nor shall we be diverted from our course by any formula that bases wages upon costs of living indexes. Tying wages to costs of living to fluctuate up or down as the index may move, condemns labor to a fixed status and dissipates all hope of progress. The great corporations that are trying to impose this incubus upon Labor would be the victims of their own success—if they could succeed. In the economic world if all the benefits go to the privileged few, the machinery of trade becomes blocked because buyers haven't enough money to keep the output of industries moving. It is the buyers that really sustain industry and make it profitable. Increases in the number of wage-earners on the pay-rolls, the shorter work week and higher weekly earnings are the real signs of returning prosperity that must accompany increased production and business activity if they are to be permanent. — *The American Federationist*.

### ENGLISHWOMAN SHOCKED AT OUR SLUMS

Dr. Margaret Miller, of London, in America on a brief visit, familiar with the housing of the poor on the other side from her work as housing agent, told the Welfare Council of New York that she was shocked at the slums she saw in American cities.

"It really astonished me," she said, "to see the horrors and degradation of your slums. You are certainly not tackling the problem with anything like a universal realization of its importance."

"You have no national program, without which you cannot do anything effective. The first thing you need is to get a co-ordinated national program for all the activities under way, and to get housing into the public mind."

She added that as nearly as she could tell, real estate interests in our big cities took a leading part in opposing the clearance of such areas.

On this last point, Dr. Miller is right, without any discounts or explanations. She is right about our slums, too; though she did not tell us the thing which we most need to abolish slums.

England has a law under which the local authorities, after hearings, can declare any given area a slum. When that is done, all improvements on the ground lose all value, except as salvage. The government wrecks any buildings that may be present. If the salvage more than pays the cost of wrecking, the landowner gets a cheque for the difference. If the salvage pays less than the cost of clearance, the landowner is invited to send a cheque for the difference. The land is valued for use for low cost housing, and paid for on that basis.

When we have such a law here, we shall clear our slums even faster than England has been clearing hers. But at present, landowners can hold up any clearance project for a sum which makes really low-cost housing impossible.—*The Carpenter*.

### THE END IS IN SIGHT

Admission by the recalcitrant United States Chamber of Commerce that "it is necessary to go back a decade to find an other period in which business momentum had within itself equal elements of strength" is a confession that, among other things, the formation of company unions, weak as they are and impotent as they will ever be, had no small part in the loosening of the purse-strings of steel, automobile and kindred corporations.

Previously the steel-tipped club of non-unionism was the favorite weapon of a majority of the larger corporations when dealing with employees. Fear of complete and legitimate unionization of forces has frightened these same reactionaries into an attempt to delude and deceive workers. Holding out the bait of an alleged increase in wages to employees the corporations hope to step the tide toward legitimate unionization that in their wisdom they feel certain can be but delayed. In reality the alleged wage boosts are but partial restoration of wage cuts ruthlessly handed out when the terrifying spectacle of depression arose. Were the eleventh-hour evidences of consideration sincere formation of legitimate union organizations would not have been so bitterly opposed in the past. The sop now tendered is a stopgap, conceived as a plan to halt or confuse. The highly publicized "wage increases" could be better termed wage restoration.

Awakening from a Rip Van Winkle sleep non-union wage earners are just now grasping the real significance of unionism and will sooner or later accept its principles with full realization of what it means to them and their families. Un-organized workers of today will be union men and women of tomorrow, and all the corporations on earth will not be able with their wiles and platitudes to resist the onward sweep toward complete and legitimate unionization. Company unions have had their day!

## Successful Trade Unionism Means Continuous Work

By JOHN P. FREY.

The story is told of two farmers owning adjoining farms. As the years went by, one of them harvested larger and much more profitable crops than the other. The less successful one spent much of his time finding fault with the weather, the political party in power, Wall Street, and everybody in general. He believed that only fools became farmers, and also that his neighbor had purchased fertile soil, whereas the land on his own farm was poor and valueless. If he only had the soil which his neighbor owned, then he might be able to accumulate money instead of continually paying interest on a mortgage.

The difference between the methods of the two men was that the unsuccessful one took everything he could out of the soil without putting something back in return. He was unwilling to go to the expense and the labor of putting fertilizers into the soil. He was trying to get all that he could out of his land and put nothing into it.

We find the same condition which existed between these two farmers among trade unions, the members of some continually complain that their organization is no good; that it does nothing for them; they blame their officers; they feel that their Constitution is unsatisfactory, and that the general policy of the organization is all wrong. They see other local unions securing higher wages, better shop condi-

tions and establishing more friendly relations with employers. They do not credit these more successful unions with having established these conditions through their own efforts and good judgment, but imagine that they were merely more fortunate, and that the better conditions which they enjoyed were purely a matter of good luck.

But the trade union movement, like farming or like business, does not give good returns unless something worth while is put into it. The trade union movement can accomplish but very little for men who look upon it as something which entitles them to get all they can out of it without putting anything back in return. The successful local unions in any organization are always those who are continually putting something into their organization, something more than dues, for dues of themselves can accomplish but little.

There is no royal road to success. There is no political, industrial, or social system which will give something for nothing. We can't eat our cake and keep it; we can't get something from the trade union movement unless we put something back in return. The more energy and interest which members put into their trade union movement, the more prosperous it will be and the better conditions it will establish for its members. Successful trade union results, like good crops, require a continual fertilizing of the soil.

### PRINTERS AT GENEVA

At Geneva, Switzerland, November 30, representatives of the printing trades of many countries assembled on invitation of the Tripartite Conference, created last August by the International Typographic Conference at Luxembourg, an adjunctive activity of the League of Nations, for an interchange of views on a forty-hour week for printing craftsmen of the world. By appointment of Frances Perkins, secretary of Labor of the United States, Woodruff Randolph, secretary-treasurer of the International Typographical Union, was the representative from the United States, an honor conferred because of the prestige of the organization and the fitness of the appointee.

As far as we know, there was no representative from Canada. Canadians were represented by Mr. Randolph, as he is the secretary-treasurer of the International Typographical Union, whose members are working in the United States and Canada.

### CENTRAL BODY REVOLTS AT TAMPA RULING

Washington, D. C. — Restriction of the powers of central labor bodies by the Tampa convention of the American Federation of Labor caused great indignation at a stormy meeting of the Washington Central Labor Union.

A vote of protest was adopted against


the amendment to the constitution which denies central bodies the right to place concerns on the unfair list if they have an agreement with any union.

There was virtually no defence of the convention's action from the floor and many of the usually conservative delegates threatened open defiance of the new restrictions on central bodies.

### LANGUAGES IN CANADA


So many languages are spoken in Canada that if representative orators of each happened to be assembled on Parliament Hill at one and the same time, the Peace Tower would be a veritable Tower of Babel. There are no fewer than thirty languages listed by the census, and there a good many others not listed.

English is the prevailing language, and is the mother tongue of considerably more than half the population, and a very large proportion of those whose mother tongue is another language have learned to speak English. There are over 2,800,000 people who learned French in childhood. Next come the Germans with over 360,000, the Ukrainians with over a quarter of a million, and the Poles with 118,000. Chinese, Japanese, Dutch, Flemish, Greek, Italian, Spanish, Swedish, Norwegian, Danish, Icelandic, Gaelic, Austrian, Bohemian, Bulgarian, Russian, Slovak, Syrian, Arabic, Yiddish and many other languages are spoken in the Dominion.



## WE DO OUR PART

Members of the Boot & Shoe Workers' Union for 40 Years and to-day Canada's ONLY Men's Shoe Manufacturer belonging to the UNION.



### THE SLATER SHOE COMPANY

MONTREAL CANADA

*Insist Upon the UNION STAMP!*

Organization is the watchword of our times. Union labels, shop cards and buttons are the BUY-words.

## UNION MEN — BE PROTECTED



HERMANT BLDG.  
TORONTO

Insist on SAFE-T-SHOES with the \$50.00 guarantee against injury.

Made from selected stock and fitted with tempered steel toe caps SAFE-T-SHOES provide long satisfactory wear and a higher degree of protection.

BUY A PAIR NOW. LOOK FOR OUR LABEL.

**SAFETY SUPPLY COMPANY**

1231 St. Catherine St. W.  
MONTREAL

or YOUR LOCAL LODGES.

## The Labor World

If you are not already a regular subscriber to *The Labor World*, clip this coupon now, sign your name and address, pin a one dollar bill, and mail to *The Labor World*, 11 St. Paul Street West, Montreal, and get this bright and interesting sheet for a full year.

Please send me *The Labor World* for one year.

NAME .....

ADDRESS .....

## Credit to Whom Credit is Due

Unfair Criticism of The Labor World and Its Editor-in-Chief Should Be Repudiated by the Workers and Their Leaders.

By BERNARD ROSE.

Only the individual or nation that appreciate and practise tolerance in all things can be truly regarded as civilized and cultured. Toleration is one of the greatest of human virtues. Alas, how seldom is it practised? For selfish reasons it is not inculcated by schools and teachers as it might be, thus making for broad-mindedness and charity. Why should a difference of opinion or affiliation justify a vicious attack upon those who differ with us, or are not members of the same organization. It would be a sorry world indeed if all men thought alike, or were subjected to a process of machine thinking, or compelled to concur in the views of dictators and the heads of the organizations they control.

I was amazed to read in the last issue of the Labor World that a so-called contemporary bitterly attacked not only the paper, but one who has given so generously of his time and means to helping the only medium available to the workers of the Province in and through which they can voice their opinions and demand the redress of their grievances.

To refer to the Labor World as a circular of eight pages far from lessening its importance is a tribute to the loyalty of its owner and its editor, to the workers, and the sacrifice of its several contributors. In its columns men of courage have not hesitated to express their views freely. It has supported the international trade union movement because it believes in unity rather than division. It has never in any way attempted to influence those who, because of religion or political affiliation differ with its owner or contributors. It has steadfastly preached the doctrine of working class solidarity. It has pointed out the advantages that follow organization, and has taught the workers to organize and plan in terms of higher wages, shorter hours, and direct negotiation with employers through the accredited representatives of the workers' organizations.

Even when its editor or his collaborators strongly excepted to the views, attitude and principles of other organizations, they did not descend to abuse or impute false motives. For more than 22 years the Labor World has fought the battle of the workers — fought with the odds against it; fought when it meant a pecuniary sacrifice on the part of its founder, who, notwithstanding discouragement and lack of support from those on whose behalf it was established to serve, never ceased on behalf of the workers in demanding those reforms, that led to the adoption of legislation which has benefited thousands of workers.

Its founder and ex-Editor-in-Chief is known both on this continent, and in Europe, as an authority on social and economic problems, and a valiant advocate of Labor's rights. He has seen many of his cherished ideas translated into legislative enactments.

The workers have not yet shown that appreciation to which he is entitled. The day will come, however, when not only within the City of Montreal, but throughout the Province, and even beyond it, the workers and their leaders will unite in paying to the former Editor of the Labor World that tribute which he has earned and is entitled to, because of his unselfishness since he first became identified with the labor movement.

He is respected by employers, who understand that he must be firm in the carrying out of his duties and fulfilling the responsibilities that devolve upon him in virtue of his office.

Prejudice, whether it be due to race, religion or class must be fought by all who believe in the brotherhood of man. A newspaper or press that is bitter, partial, vituperative, vindictive, or venal does not deserve the support of the public.

The Labor World during its 22 years of existence has had to encounter many difficulties. It has surmounted them all. As the workers and the public better understand its motives will they rally to its support and regard with contempt the men and organizations that deride it because of its size or policy.

### CHANGE OF HEART—OR MIND ?

Three days after the voters of the United States had so emphatically declared their preference for a continuation of the economic policies of President Roosevelt came announcement from many corporations of increased dividends to stockholders and boosts of varying amounts in wages for employees. The cold-blooded statement was made that this move was due largely to avoid stiff levies on undistributed profits imposed under the revenue act of 1936. Here we have a complete answer to the charge that wages were not moving upward in line with corporation earnings. Also we see an attempt on the part of anti-union employers to placate disaffected unorganized workers and thus deter legitimate organization of forces.

It is unlikely the latter thought will prove as effective as is hoped by those who instigated the apparent change of heart. The spirit of organization is rampant and employers have dallied with the olive branch of industrial peace until it has lost its allure. Company unions were not devised to assist workers, but rather to prevent them from securing full reward for their services, obtainable only under the banner of legitimate unionism. Whether the innovation is a change of heart or of mind, it was instituted too late to serve the purpose intended. The eleventh-hour dole to underpaid wage earners can not more than momentarily check the drift toward complete organization of all workers. The truth admitted by the announce-

ment that workers had not formerly received their share of the millions piled up in the coffers of employers is proven by the recent tender of a "half-loaf." Universal organization is on its way to fulfillment of its destiny. Speed the day!

### LOYALTY BEGETS LOYALTY

Much has been said and written in advocacy of loyalty on the part of employees toward those who employ them, but all too little mention has been made on the other side of the picture. Miss Virginia Gwin, city editor of the Galveston (Texas) News, brings out just this point, when she writes:

"Loyalty is two-fold in its power. Because of this fact this brevitorial is addressed more to executives and to those who have others under their jurisdiction to remind them that loyalty to the employee is as important to the success of a business enterprise as it is to the employer.

"Loyalty to those who work for you diligently and honestly will do more to encourage loyalty in return than any other quality. The worker who feels that you are backing him up in his efforts, that you are endeavoring to see and understand his point of view and that you will stand behind him in what he does is the worker who will redouble his efforts many fold.

"The reward of understanding on your part will be confidence and trust on his,

## What We Saw in Scandinavia

By GRACE MACINNIS.

### III.—ADULT EDUCATION.

In Copenhagen we visited the headquarters of the Trades Unions and had a talk with the General Secretary, Mr. MacInnis wanted to meet the president of the Street Railway Union. We learned that he was away taking a study course at Roskilde Labor College. Accordingly, we took the train to the quiet, little town about twenty miles from Copenhagen.

After a long conversation in the sunny garden of the college we went in to lunch with the students. Plum and apple soup, fried plaice with boiled potatoes made a filling meal. About forty men and women were seated around the tables. Most of them were trades union officials sent by their unions to take special courses in organization work, economics and other subjects.

Lunch over, the principal and his wife took us into their sitting room to tell us about the college. Originally a Folk High School it was taken over in 1930 by the Workers' Educational Association. In the summer it affords short courses. In the winter it is operated as a school for young men, some of whom are unemployed. The state pays the students' fees and most of the other expenses. Subjects studied include mathematics, languages, gymnastics, economics, psychology, trades unions, co-operation, eugenics, astronomy, etc. About one-third of the young men come from Copenhagen, one-third from other cities and one-third from rural districts.

This was our introduction to the Workers' Educational Association which is carrying forward in the Denmark of today the task efficiently begun by the Folk High Schools. An interview with Oluf Bertolt, its secretary, gave us further information.

As early as 1910 several educational institutions were functioning within the labor movement, notably a Labor College at Esbjerg and two separate evening schools in Copenhagen. But by the end of the war a number of far-sighted workers saw that a serious problem must be faced. Years before it had been necessary to institute an educational movement to help the farmers. Now the same thing must be done for industrial workers. A modern wage-earning class had arisen. Its members must build organizations to protect and improve their standards of living. Will-power and enthusiasm were not enough. They must have knowledge.

A committee was established by the chief working-class organizations to investigate the possibilities. On its recommendation the W.E.A. was founded in 1923. It is a central body arising from and financed by the four main branches of the Danish Labor Movement — the trades unions, the political movement, the co-operatives and the labor youth movement.

The aim of the W.E.A. is stated simply as "the diffusion of education among the working classes of Denmark." The extent and variety of its work is enormous. It includes the planning of lecture series covering social, economic and historical subjects; the establishing of evening classes; the running of study circles within the political, trades union and co-operative organizations; the carrying on of residential labor colleges and local schools; the organizing of visits to museums, art galleries, libraries, factories and the like; the sponsoring of useful literature, art, drama and music in working-class circles.

Some idea of the influence of the W.E.A. may be gained from the fact that in the first ten years of its existence about 300,000 people attended its lectures alone. Its winter program includes a special collection of films with a social emphasis. During the last few years there have been 800 study circles carrying on with a total membership of about 10,000.

The W.E.A. receives a grant from the Socialist Government. In answer to complaints from some that its work was not unbiased, Harald Jansen, its first president, replied: "unbiased education work is done in the moon — not in Denmark or anywhere else in the world." A remark worth pondering. Oluf Bertholt expresses it in this way: "working class education sets out to do more than impart knowledge. It seeks, as a part of the labor movement as a whole, to turn the motto 'Liberty, Equality, Fraternity,' into a standard of life and conduct."

and in return an increased incentive for you to put added confidence and trust in him. . . .

"But if you who, because of your position, should be the wiser, stronger and better man fail to stand back of the man who works for you, how can he develop sincere loyalty to you?"

### NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Ruth Jessica Kemptou Shiells, Montreal, Quebec, wife of Alexander James Shiells, of the said City, will apply to the Parliament of Canada, at the next Session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, Alexander James Shiells, Salesman, of Montreal aforesaid, on the grounds of adultery.

Montreal, November 20th, 1936.  
Gordon M. Webster,  
Solicitor for Petitioner.

47-51

DEMANDEZ  
LA BIÈRE  
POPULAIRE

ASK FOR  
THE POPULAR  
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal  
depuis

150 ANS

Brewed in Montreal  
since

150 YEARS

## Dictators Are Determined to Provoke War

Democracies Must Unite for Mutual Safety.

By BERNARD ROSE.

An epidemic of intense fear has gripped the trembling populations of Europe. The masses expect to be sacrificed on the National altars by dictators who think and plan in terms of personal and territorial aggrandisement.

Youth is being taught that the highest form of heroism is to die with the dictator's name on the victim's lips. Every agency, educational, social, and economic, is being prostituted to the basest of all designs:—the killing of human beings belonging to nations other than those oppressed and enslaved by the abnormal individuals who control in the most absolute manner the lives of their dupes and destinies of their nations.

The claims and teaching of humanity and Christianity are deliberately ignored by the leaders who propose to be spokesmen for their peoples.

Of what avail is the ability to read and write when educational systems are made subservient to the wills of autocrats? The printed word and radio are agencies for propaganda — not to inform, educate and enlighten, but delude, inflame and provoke hostility.

There is not the slightest doubt that if a merciful providence were to remove from the scene of their labors Messrs. Hitler and Mussolini, the peace of Europe and the world would be assured.

Dictators must live upon glory and conquest or die. The frightful inhumanity that characterizes the bombing of Madrid, sparing neither women nor children, shows to what lengths a belligerent will go to secure the object of its alleged aims. In that benighted country, so-called chivalrous gentlemen, who bend to kiss the hands of their women, think nothing of deliberately murdering them in cold blood in the performance of their so-called military duty. Such is modern warfare carried on by the followers of Christ against their fellow citizens and helpless women and terrified children.

If the war area should expand, it will develop into a slaughter without precedent in all recorded history. The most civilized of the world's nations will be engaged in a merciless campaign of mutual destruction. Man's mechanical ingenuity is being used to destroy him and all his works.

The people of France, Britain, its Dominions, and the United States want peace — but the dictators are bent on war.

Democratic nations that want to pursue the arts of peace and make their citizens happy and prosperous are forced, because of the menace to their liberties and territories, to spend millions on rearmament.

If only the masses in Germany and other dictator-ruled countries could be reached and told the truth, they would not allow themselves to be led like lambs to slaughter on the specious plea that they were fighting for their Fatherland.

Alas, the masters of propaganda in these countries will not let the truth be known. If it was, they would be given short shrift. If the statesmen of Europe would courageously brand the war seekers and war makers as a menace to the human race, their denouncements might penetrate the closed walls of dictator-ruled countries.

Mars, the god of war, must be quite jubilant when he surveys the scene and the success of his satellites, Hitler and Mussolini, in their preparations for a war that will send millions to their doom and wreck civilization beyond all hope of restoration.

Why should the mothers of men continue giving the world sons to be used as cannon fodder in the execution of the diabolical projects of leaders who, in their thirst for blood, will not listen to reason — repudiate the precepts of Christianity and scorn the principles of humanity!

## The Seventy-Seventh Session of the Governing Body

The Seventy-seventh Session of the Governing Body of the International Labor Office was held at Geneva from 12 to 14 November, 1936. It accepted President Roosevelt's invitation to hold a conference at Washington, of Governments, employers and workers of all countries with a large textile production, to consider the reduction of hours of work and other questions bearing on conditions in the textile industry. This conference will meet in the first week of April, 1937.

Another decision taken in the course of this session was to place the revision of the Conventions concerning the minimum age of admission to industrial and non-industrial occupation on the agenda of the Twenty-third Session of the International Labor Conference, with a view to revising the age-limit from 14 to 15. The date fixed for the opening of the Twenty-third Session is June 3, 1937.

The Governing Body also drew up a provisional list of subjects for the 1938 Conference. These are: the general principles of factory inspection to ensure the enforcement of laws and regulations for the protection of workers; the recruiting, placing and conditions of labor; equality of treatment of migrant workers; technical education and apprenticeship; the regulation of contracts of employment of indigenous workers; the rights of performers as regards broadcasting; safety provisions for workers in coal mines; the weekly rest in commercial establishments; and the regulation of hours of work and rest periods in road transport undertakings. The final list will be settled at a later Session.

Among the other subjects considered were resolutions adopted by the Twentieth Session of the Conference last June. One of these resolutions advocated the setting up of special machinery for the study of labor problems peculiar to Asia. Members of the Governing Body from Asiatic countries and from States with territorial possessions in Asia discussed the proposal, and the Office was instructed to prepare a report for the Seventy-eighth Session to be held on February 4, 1937, on the composition, scope and probable cost of an advisory regional conference.

Another resolution called upon the Governing Body to facilitate the convocation of one or more world conferences for dealing with problems of currency, production, trade, migration and colonization. The Director, Mr. Harold Butler, called attention to the recent monetary agreement between Great Britain, the United States and France, and said that it pointed to the possibility of holding an economic conference in the near future. The resolution was communicated to the competent services of the League of Nations, and the Office has been instructed to prepare a list of relevant questions of direct interest to the International Labor Office.

## Will the Commission Do It?

The Unemployment Commission established by the Federal Government and headed by Mr. Purvis, has been giving exhaustive study to the problem of unemployment and is expected to make a report to the next session of Parliament, together with recommendations calculated to put an end to the problem or at least to alleviate it to the greatest possible extent.

To say that it is not possible to provide employment for every employable person is in my humble opinion a misstatement of fact, and it is sincerely hoped that the recommendations of the Commission will point the way out of the mess that the nation is in at the present time. It can be done. Will the Commission do it?

Up to the present the alleged solutions offered to the problem have been predicated upon the theory that Private Industry being unable to provide sufficient employment for all, that the Government should find the money and provide the employment. In other words, the public treasury should be used to relieve Private Industry of its responsibility for the problem that it has created. Let us sincerely hope that the Commission is not going to overlook that responsibility in its recommendations and come along with nothing other than a program of public works.

I am not objecting to a program of public works at decent wages and conditions of employment, but I have a decided objection to the public purse being drawn upon to provide employment for those who have been forced into unemployment by the substitution of machines on the part of the Private Employer, and in order that the entire benefit of the machine will be his in the shape of lower production costs and consequently higher profits.

Can a Government be properly said to be governing when it permits the productivity of the workers in industry to be doubled, trebled and then doubled over again without demanding of industry a corresponding reduction in the hours of labor? When it permits the prevalence of the old 50, 60, 70, and 80 hour week in private industry while it taps the public purse to provide employment for the unemployed? When it permits industry to disregard its responsibility to the nation without raising a protesting finger.

The United States Census Bureau was recently provided with a special staff of workers and charged with the responsibility of ascertaining to what extent the industrial workers of the United States were sharing in the benefits of increased efficiency and increased productivity. The investigation included a comparison of payrolls for 1933 and 1935 in 19 leading industrial states, which do three fourths of the nation's manufacturing.

In 1933 the report revealed there were 4,473,817 factory employees in these states and they received for their labor for the year an average of \$927. In 1935, there were 5,541,920 workers and their average yearly income was \$1,091, an increase of \$164. The value of the products turned out averaged \$5,406 for every worker employed in 1933 while in 1935 the average output was \$6,365, a gain of \$959 for every person on the payroll.

Obviously therefore the employers kept for themselves 83 per cent of the increased output, and passed only 17 per cent along to their employees. In other words, of every seven dollars of additional value created, and collected from the consumer, the worker got a dollar and the employer pocketed six.

I have no figures for Canadian output, but there is little if any difference in the financial and management methods of industry in Canada and the United States, except that United States industry has more Government restrictions placed upon it than has Canadian industry. However, the above gives a fairly clear picture of the fact that modern methods of industry with its ever increasing productivity per worker means a corresponding decrease in the demand for the services of the workers, as well as a corresponding increase in the profits taken out by those who own and control industry.

There seems to me to be no doubt that the value of the product would warrant a far greater share for labor and still leave a respectable profit and a safe operating margin for the employer. If for instance even the above quoted 83 per cent of increased output in 1935 compared to 1933, was allocated to labor costs, and the 17 per cent were added to the profits of industry instead of just the reverse, that there could be a sufficient reduction in the hours of labor to provide jobs for the millions of employable unemployed purchasing power would be greatly increased, and consequently a greater demand for the products of industry.

I realize of course that, so long as the production of each person averages \$5,406, and his wages for producing that amount is \$1,091, the whole system is unbalanced, and that increasing the latter and decreasing the former only slightly would be at best a temporary palliative, but that is another story. What I am concerned with in this article is whether or not our Unemployment Commission will recommend to Parliament practical means whereby Private Industry will do its part in absorbing the unemployed workers in Canada, rather than reiterate the already too prevalent idea that Private Industry will be left undisturbed in its six to one disposal of the increase in productivity, while the Federal Treasury tries to take up the slack. — *The Federated Railwayman.*

## Pour vos impressions

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

### Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

**Mercantile Printing**  
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

**MORT DU SENATEUR WHITE,  
PRESIDENT DE LA "GAZETTE"**

C'est avec le plus vif regret que nous avons appris le décès de l'honorable sénateur Richard Smeaton White, éditeur de la *Gazette*. Malade depuis environ un mois et demi, le sénateur White est décédé, le 16 décembre, à l'âge de 71 ans.

Il était né à Hamilton, Ontario, mais était venu à Montréal avec ses parents à l'âge de cinq ans. Son père, M. Richard White, et son oncle, M. Thomas White, étaient les propriétaires de la *Gazette*, après s'être portés acquéreurs du *Hamilton Spectator*.

En 1889, il était élu administrateur de la compagnie de publication de la *Gazette*, et, douze ans plus tard, il en devenait le gérant; et, en 1910, vice-président et directeur-gérant. A la mort de son oncle, après la mort de son père, il devint président du journal et le resta jusqu'à sa mort.

En 1917, il fut nommé sénateur par l'hon. M. Borden, alors premier ministre.

Sa mort est une perte considérable pour le journalisme canadien ainsi que pour la classe ouvrière, typographes et pressiers en particuliers, pour lesquels il fut toujours un ami sincère.

**HOMMAGES DES EMPLOYES DU  
C.N.R. A SIR HENRY THORNTON**

Le 17 décembre, dans dix-sept villes importantes du Canada, les employés des chemins de fer nationaux ont dévoilé autant de plaques à la mémoire de feu sir Henry Thornton, qui fut président de leur compagnie pendant dix ans, de 1922 à 1932, et qui est mort en 1933.

A Ottawa, les chefs des unions d'employés de chemins de fer ont fait l'éloge du défunt président des chemins de fer nationaux. Ils ont reçu un message de l'hon. M. King, dans lequel le premier ministre leur disait que non seulement, comme l'a prouvé la cérémonie d'aujourd'hui, sir Henry était estimé et aimé de tous les employés de chemins de fer nationaux, mais qu'il possédait toutes les qualités qui font d'un homme un grand serviteur du peuple qui l'emploie.

M. King rappelle aussi, dans ce message, que les querelles qui ont obscurci la vie de sir Henry ont un peu relégué son oeuvre dans l'ombre, mais que la perspective des années écoulées en montre la véritable grandeur. Le premier ministre note enfin que sir Henry professait une foi et un amour illimités à l'égard de son pays d'adoption, le Canada.

Ces démonstrations sont dues à l'initiative des employés de chemins de fer qui se souviennent du grand ami que fut pour eux sir Henry Thornton.

Pourquoi ne pas toujours demander que l'étiquette de l'Union apparaisse sur les marchandises que vous achetez. C'est une protection pour vous et pour vos confrères de travail. Petite aide fait grand bien.

**UNION DES OUVRIERES  
DE LA ROBE**

L'Union internationale des ouvriers en confection de vêtements pour dames souhaite à toutes les ouvrières un Joyeux Noël et une Bonne et Heureuse Année; que cette année apporte, grâce à l'union, joie, santé et bonheur.

Une invitation est lancée à toutes les ouvrières de la robe d'assister à une soirée récréative, à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'an, laquelle aura lieu lundi, le 21 décembre, à 8 heures 30 du soir, aux quartiers généraux de l'union, 395, rue Ste-Catherine ouest.

Mlle Idola St-Jean, l'éminente féministe, sera l'invitée d'honneur et adressera la parole sur le besoin de l'organisation ouvrière, pour les femmes et les filles qui travaillent dans l'industrie de la robe. Il y aura chant, danse et rafraichissements.

**ENCOURAGEONS NOS ANNONCEURS**

Ce qui fait la valeur d'un journal, quoiqu'il soit hebdomadaire, ce sont les articles d'intérêt qu'il tente de mettre sous les yeux de ses lecteurs et le genre d'annonces appropriées à leurs besoins, pour les renseigner lorsqu'il s'agit de se procurer un produit ou un service quelconque, ou de fréquenter des lieux d'amusements qui leur plairaient.

Nous désirons donc attirer leur attention sur le fait que, en jetant un coup d'oeil sur l'espace réservé à nos annonceurs, il n'y a pas de doute, qu'ils trouveraient un endroit idéal où ils pourraient trouver un complet, et s'ils aimaient à ce que leurs habits soient tenus dans une propreté impeccable, une visite ou un appel téléphonique serait bien apprécié par la maison J.-H. Breton. Tout ceci pourrait être fait à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An.

La non moins importante maison qui apparaît dans l'espace réservé, est bien le Salon de Fleurs St-Denis, dont la propriétaire, Mme J.-Z. Pilon, se tient à la disposition des lecteurs du *Monde Ouvrier*, pour leur bouquet de noces, tributs floraux et même une jolie gerbe de fleurs à offrir à une amie ou à un ami, à un parent, à l'occasion des fêtes ou des anniversaires, etc.

Le *Monde Ouvrier* serait très reconnaissant à ses amis et lecteurs de l'encouragement accordé à ses annonceurs.

**CASE FOR UNIONISM**

A strong case for unionism has been made by Miss Margaret Mackintosh, chief librarian in the Department of Labor, in an analysis of "Legislation Concerning Collective Labor Agreements," published in the "Canadian Bar Review."

Declaring that collective bargaining is effective only when there are strong unions, Miss Mackintosh added:

"Where there are no unions, or where they are weak and cover only a small part of industry, whatever collective agreements are concluded are likely to have a relatively slight influence in stabilizing labor conditions on a satisfactory level. This has been true in many industries during the past five years."

**LE MONDE OUVRIER  
The Labor World**

Rédigé en collaboration  
Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec  
The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press  
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique  
BEN. DROLET  
Gérant de la circulation  
Circulation Manager

Tél. Lancaster 3858

**Salon de Fleurs St-Denis**

1590, RUE SAINT-DENIS, (Edifice du Théâtre St-Denis)  
Spécialités:  
Bouquets de Noces, Tributs Floraux  
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"  
Mme J. Z. PILON. Rés. Harbour 7901

PLATEAU 0762

**AVENUE TAVERN**

100% ORGANIZED  
Light and Dark Ales and Lagers  
Special Parlor for Ladies  
1445 Bleury Street, MONTREAL  
Opposite Imperial Theatre

**The Canadian Converters  
Company, Limited**

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST  
MONTREAL



DOMINION TEXTILE CO.  
LIMITED

**DOMINION BRIDGE CO.**

Limited  
Head Office and Works at  
LACHINE, P. Q.  
Branch Works:  
Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

"SAY IT WITH FLOWERS"

**RUBIN BROS., LTD.**

FLORISTS  
ONE STORE ONLY  
475 ST. CATHERINE WEST  
Opposite Princess Theatre  
LA. 21542155  
Louis Herman, Pres. Fred Bertrand, Mgr.

**UN ARBRE DE NOEL**

On nous prie d'annoncer que le local des Dames auxiliaires des loges de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique organise pour le 22 décembre un événement social qui intéressera non seulement les grandes personnes, mais aussi les petits enfants. Cet événement sera à l'occasion du dépouillement d'un gigantesque arbre de Noël auquel les enfants des membres de la loge Terminal 72 participeront. La fête aura lieu à la salle Auditorium, 375, rue Ontario Ouest, à 8 heures du soir.



Our Leading Amusement Places  
Dans nos Théâtres

**PALACE**

WALLACE BEERY in  
"OLD HUTCH"  
Added Attraction  
"MR. CINDERELLA"  
with Jack Haley, Betty Furness  
Get your tickets now for our Gala New Year's Eve Show.

**CAPITOL**

"A Midsummer Night's Dream"  
By William SHAKESPEARE

Get your tickets now for New Year's Eve Gala.

**PRINCESS THEATRE**

JOE E. BROWN in  
"POLO JOE"  
Added Attraction  
"FUGITIVE in the SKY"  
with Jean MUIR, Warren HULL  
Tickets now on sale for Our Gala New Year's Eve Show.  
Daily 10-1, Sunday 1-2, 25¢

Faites vos achats de  
MERCERIES et VETEMENTS

**FASHION-CRAFT**

chez LECHASSEUR, Limitée  
974 ouest, rue Sainte-Catherine  
281 est, rue Sainte-Catherine  
375 ouest, rue Saint-Jacques

**J. SYLVIO MATHIEU**

SERVICE DE TOILETTE  
Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappe, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.  
LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE  
Buanderie: 1871, rue CARTIER  
Tél.: AMHERST 8566  
Résidence: 3851, rue Danduraat  
Tél.: CLAIRVAL 2230

**The Windsor Hotel**

ON DOMINION SQUARE  
MONTREAL  
J. ALDERIC RAYMOND  
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

**Northern Electric**

Plant and General Offices  
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

**IMPERIAL OIL LIMITED**

**Traymore Restaurants and Catering Ltd**

Owning and operating in Montreal  
A CHAIN OF RESTAURANTS

Famous for Quality Cuisine and Service

AT POPULAR PRICES

We Cordially invite you to sample Traymore Hospitality

Your appetite can indulge its individual whims from the constantly varied menus at all of the

**TRAYMORE RESTAURANTS**

Note carefully the Locations of our Montreal Restaurants

TRAYMORE "ROUND ROOM" RESTAURANT	Cor. Peel & St. Catherine Drummind Bldg.
TRAYMORE RESTAURANT No. 2	Cor. Bleury & St. Catherine
COMMODORE RESTAURANT	1430 St. Catherine St. W.
HARMONY RESTAURANT	Dominion Sq. Building, Cor. Peel & St. Catherine
SALANN RESTAURANT	Dominion Sq. Building, Cor. Peel & St. Catherine

KRAUSMANN'S LORRAINE GRILL  
Luncheon - Dinner - Supper  
Floor Show - Dancing - No Cover Charge  
1197 Phillips Sq.  
Just a step from Eaton's or Morgan's

KRAUSMANN'S LORRAINE TAVERN  
Smartest Tavern in Montreal  
Luncheon a Specialty  
1197 Phillips Sq.

HEAD OFFICE:  
Dominion Sq. Building

Catering a Specialty  
MA. 6695